



Section d'Aix en Provence

Assemblée générale 3 DECEMBRE 2012

RAPPORT MORAL et d'ACTIVITE

- 1 – Contexte national
- 2 – Qu'avons-nous fait dans le Pays d'Aix ?
- 3 – Comment avons-nous fonctionné ?
- 4 – Combien et qui sommes-nous ?
- 5 – Orientations/Perspectives

1 – Contexte national

Le contexte national a été marqué principalement par les élections présidentielle et législatives.

- Les **premiers mois de l'année** ont enregistré la **poursuite et les conséquences de la politique menée par N Sarkozy et son gouvernement** : austérité comme réponse à la crise financière, dégradation des services publics, accroissement du chômage...et persistance des dérives xénophobes (rejet des immigrés, expulsion de Roms, amalgame avec délinquance, stigmatisation des musulmans...) Sur la base des valeurs et des droits qu'elle défend la LDH au plan national a combattu ce pouvoir et clairement voulu le changement politique ;
- Le **changement** est venu avec la **victoire de F Hollande et l'élection d'une majorité de députés de gauche**. Des premières décisions prises, positives (suppression de la TVA sociale, minoration du bouclier fiscal...) ont malheureusement été « contrebalancées » par d'autres, plus malheureuses (...) tandis que le plus choquant pour nous a été la conduite par le ministre de l'intérieur d'une politique d'élimination des camps de Roms et d'expulsion (de Roms et plus généralement d'étrangers) aussi radicale, voire plus, que celle menée par ses prédécesseurs de droite. A l'inhumanité qu'elle traduit s'ajoute le renfort qu'elle constitue pour des attitudes racistes et xénophobes déjà exacerbées parmi certaines couches de la population par le désarroi économique et social et la peur du lendemain.
- Depuis la rentrée de septembre la **crise économique** a conduit le gouvernement à adopter des mesures (adoption du traité européen, nouvelles « économies » sur le budget de l'Etat, hausse programmée de la TVA...) qui peuvent faire craindre une **aggravation de l'austérité** et donc l'affaiblissement ou la remise en cause de certains droits (droits sociaux, services publics...). Des mesures symboliques (et qui ne coûtent rien) ne sont pas prises, comme le récépissé des contrôles d'identité, le droit de vote des étrangers résidents non communautaires.
- D'autres mesures ou orientations peuvent au contraire **renforcer certains droits** : il en est ainsi des orientations pour la justice, de l'annulation du délit de solidarité, de décisions concernant

l'éducation, de la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat dans la répression du 17 octobre 1961 ou encore du projet de mariage pour tous (encore que celui-ci ne consacre pas vraiment une totale égalité).

- Le contexte est aussi marquée par **l'évolution politique à droite** qui confirme ce qui était à l'œuvre depuis quelque temps sous Sarkozy, à savoir la continuité et l'assimilation de l'extrême droite et de la droite classique (ou la porosité entre elles). Le score du Front national, le développement du populisme, les discours islamophobes (le « pain au chocolat ») des dirigeants de l'UMP, le retour des pires propos entendus pendant le débat sur l'identité nationale...peuvent faire craindre une dynamique de haines. Le danger pour la société est celui d'un abandon des logiques de solidarité au bénéfice d'un repli nationaliste et chauvin.

2 – Qu'avons-nous fait dans le Pays d'Aix ?

Rappel des orientations de travail adoptées à l'AG de 2011 :

- **1 – Se saisir de la situation politique (et de la perspective des élections...)** pour faire progresser nos valeurs, en s'engageant sur le terrain et en y affirmant nos positions :
 - agir pour l'**inscription des jeunes** sur les listes électorales et les décider à voter,
 - **rencontrer les diverses organisations politiques** d'ici les élections,
 - organiser avec d'autres associations **stands réguliers sur les marchés**,
 - interventions à préparer pour les **collèges et les lycées**,
 - redonner une régularité à la publication de nos **Echos de la Ldh**
- **2 – Consolider notre effectif, développer le travail collectif et renforcer notre force militante :**
 - chercher de **nouveaux adhérents** avec deux cibles : les **jeunes** et les **milieux du Droit** (justice, avocats...).
 - développer le **travail collectif** (Ateliers Internet, communication, services publics, projet/subvention, préparation des interventions dans collèges et lycées)
 - et renforcer notre **capacité militante** (en fonction de la croissance de nos effectifs, de la diversité de nos modes d'action et de la poursuite d'un partenariat ouvert).

Nous avons ajusté nos objectifs au mois de juillet au regard de ce que nous avons fait et en tenant compte de la situation politique nouvelle.

On peut regrouper **nos actions les plus fortes**, celles qui ont mobilisé beaucoup de forces, et qui ont eu le plus d'impact sur la notoriété de la Ldh, à défaut de savoir mesurer l'impact sur les idées :

- **Elections et changement politique** : dans le cadre des **élections** nous avons eu des rencontres de deux heures avec chaque parti politique, nous avons débattu de 7 thèmes que nous avons préparés et publié un numéro spécial des "Echos". La presse a fait un bon compte rendu de cette action qui, par ailleurs, nous a donné une visibilité accrue au sein des organisations politiques. Au travers de toutes nos actions (tracts, propos, écrits...) nous avons poursuivi un objectif principal : faire battre N Sarkozy.

Avec le changement politique, il faut **réaffirmer nos positions**. Cela a été immédiatement l'objectif des **quatre lettres** envoyées par nos instances nationales : une au président de la République à propos des institutions, dont il est garant, et des modifications nécessaires pour leur assurer un

fonctionnement plus démocratique. Trois missives au Premier ministre : la première sur le fonctionnement de la justice, le respect des droits, la nécessité de mettre fin aux dérives sécuritaires et intrusives. La seconde sur les droits des étrangers et sur l'impérieuse nécessité de rompre avec le principe de défiance et de répression, au bénéfice d'un moratoire des expulsions, de réformes immédiates et de l'organisation d'un vaste débat national. La troisième enfin sur une demande de loi d'amnistie pour les citoyennes et citoyens poursuivis à cause de leur engagement syndical et social. Ces lettres attestent des urgences et des projets à moyen terme portés de façon militante par la LDH. Elle y réaffirme sa disponibilité pour tout examen visant à les inscrire dans une réflexion gouvernementale et législative et pour favoriser un débat public à leur sujet. Nous en avons fait le cœur des Echos n° 12.

- **Jeunes** : Nous avons développé une action spécifique vers les **jeunes** pour les inciter à voter, et d'abord à s'inscrire sur les listes électorales, et plus généralement sur la citoyenneté. Il y a eu des rencontres régulières au bar Le Festival, et des contacts à Beisson et Encagnane. Nous avons été bien accueillis, mais cela n'a pas été poursuivi, nous n'avions plus les forces pour continuer et la présence des jeunes était irrégulière. Nous avons organisé aussi des rencontres de jeunes dans des **organismes de formation** avec des débats sur la citoyenneté. En juillet nous avons écrit : *« il faut reprendre cela, en particulier en direction des lycées d'enseignement professionnel (LEP) et des centres de formation, pour lutter contre les idées d'extrême droite qui sont bien implantées. Il sera bon de se rapprocher d'autres associations qui auraient les mêmes objectifs. Nous allons essayer du côté de l'association "Acte Citoyen". Nous élargirons nos débats à la question des Droits, le but étant de mieux armer contre les idées du FN »*. Il nous faut hélas constater que nous avons présumé de nos forces pour une action de longue durée. Néanmoins nous ne voulons pas abandonner cet objectif (cf orientations).
- **Roms** : Nous avons réagi à la politique nationale de **stigmatisation des Roms** conduite par C Guéant puis par M Valls, en particulier dans l'application de cette politique à Aix. La maire qui avait annoncé qu'elle ne voulait plus un Rom sur le territoire de la commune a « tenu parole » : elle a introduit des référés en expulsion et les a gagnés successivement pour les camps de Palette et Luynes, de « Vasarély » et de l'Arbois. Et ce sans jamais proposer aucune solution. Nous avons chaque fois, au sein du CADDRIS (cf plus bas), dénoncé avec force communiqués, distributions de tracts, conférences de presse,...ces expulsions qui cassent le lien social peu à peu construit grâce aux associations humanitaire. Nous avons publié un numéro des Echos consacré aux Roms et servi de « caisse » pour les deux souscriptions destinées à couvrir les frais de justice. La stigmatisation des Roms rencontre malheureusement au sein de la population une approbation difficile à combattre.
- **Crise économique, pacte budgétaire et droits** : parce que nous sommes convaincus que la **politique d'austérité** met à mal bien des droits que nous défendons, et parce que nous pensons que le pacte budgétaire va aggraver les choses, nous avons au début de l'année convenu de nous rapprocher d'ATTAC sur cette question et mené plusieurs actions dans le cadre du Collectif d'audit citoyen de la dette publique que nous avons ensemble créé : voir ci-dessous les actions menées et notre analyse de la participation à ce collectif.

Participation à trois collectifs

- **Collectif aixois pour un audit citoyen de la dette Pays d'Aix et Gardanne [CAC]** : en plus de la présence conjointe d'ATTAC et de la LDH sur les marchés, nous avons sorti un numéro commun des "Echos" sur « la crise et les droits ». Dans le cadre du CAC nous avons organisé une formation en février,

une réunion publique sur la dette puis des débats sur le **Pacte budgétaire**. Le CAC s'est réuni très régulièrement et nous avons distribué ses tracts. Nous avons continué avec ATTAC pendant la campagne des législatives, notamment par des débats et en interpellant les candidats, puis dès septembre en expliquant le **Traité européen** et ses conséquences redoutées. Nous considérons que l'action du CAC a été très utile ; il y a eu du monde à ses initiatives publiques, de bons échos de presse.

Mais il nous faut reconnaître que nous peinons à assurer ce suivi. Les questions économiques ne sont pas notre spécialité comme cela est pour certains membres d'ATTAC. Mais nous voulons absolument être présents sur ce terrain, il s'agit bien des droits sociaux.

La question de notre mobilisation contre le traité européen a fait l'objet d'échanges animés au sein de la section à l'issue desquels notre collaboration avec ATTAC n'a pas été remise en cause par les membres de la section.

- **Collectif aixois pour les droits et la dignité des roms, des immigrés et des sans-papiers [CADDRIS]** : ce collectif a permis de donner une bonne audience aux actions de dénonciation de la politique conduite par la maire d'Aix dans le droit fil de celle conduite d'abord par C Guéant (en « application » du discours de Grenoble de N Sarkozy) puis par M Valls. Nous y sommes systématiquement présents et signons (Marc Durand et Philippe Sénégas) aux côtés de H Guerrera (POC), Philippe Chouard (ASTI) et Claudie Hubert (Aix Solidarité) tous les communiqués. Le CADDRIS a organisé au Centre social des Amandiers un débat très réussi (près de 200 personnes) le 6 octobre intitulé « Des solutions maintenant ! », avec deux tables rondes très riches et une intervention de Mgr Gaillot.

- **Services publics** : ce collectif ancien (il fonctionne depuis plusieurs années) accompagne et cherche à développer les luttes pour le maintien et le développement des services publics. Nous y participons et y contribuons depuis longtemps. Dans l'année écoulée il a soutenu les luttes des postiers dans le Pays d'Aix, celles des hospitaliers d'Aix et de Pertuis...Il s'est élargi dans la période récente (sont venus ou revenus y participer des représentants d'Attac et du Cac, du PS, des élus municipaux d'opposition) dans la perspective de l'organisation le 5 décembre d'un **débat sur l'avenir des services publics**.

Ce collectif est légitime et nous y avons toute notre place compte tenu que les services publics sont pour nous autant de droits (à la santé, à l'éducation, au logement, aux transports...) que la crise économique et les politiques mises en oeuvre peuvent fragiliser.

Nous n'y sommes pour autant **pas toujours à l'aise** car tant son mode d'animation que les positions parfois outrancièrement radicales de certains ne favorisent pas le débat et la recherche d'une appréciation partagée du contexte.

Diffusion de nos idées et appel à l'action :

- **Table sur les marchés** : Nous avons tenu à peu près régulièrement une **table sur les marchés** du Centre ville et du Jas de Bouffan, nous associant à ATTAC qui le fait depuis longtemps. Nous l'avons fait moins souvent au marché d'Encagnane. Il est important que la Ligue soit bien présente et identifiée dans le paysage politique. Mais il nous faut reconnaître là aussi une **difficulté** à assurer cette présence de façon régulière ; des renforts récents devraient nous permettre d'y parvenir.

- **Les Echos** : nous avons atteint notre objectif avec la publication de **6 numéros** des Echos (contre 3 en 2011) :

- n° 9 La crise et les droits de l'homme (février),
- n° 10 Toute personne a droit à l'éducation (mars),
- n° 11 Elections : à Aix la ligue des droits de l'Homme interroge les partis politiques sur nos droits (avril),
- n° 12 Droits civils et politiques : que voulons-nous pour mieux vivre ensemble ? (septembre),
- n° 13 les Rroms, ces exclus d'Europe, de France et aussi d'Aix ! (octobre),
- n° 14 sur les étrangers (en cours).

- **Fête de la Fraternité** : malgré une météo annoncée comme catastrophique qui a découragé beaucoup ce fut, à la maison de quartier **La Mareschale**, une belle fête avec ateliers de réflexion, atelier de jeux, lectures, musique, danse... et environ 80 personnes. Une ambiance chaleureuse. Cette première expérience est à renouveler.

- **Site de la section, InfoCom LDH (national), presse et mailings** : nous nous sommes efforcés d'actualiser régulièrement notre **site internet** [www.ldh-aix.org] mais il serait utile de pouvoir y consacrer une attention plus soutenue ; comme d'ailleurs à la page Facebook qui vient – enfin – d'être ouverte [facebook.com/ldh.aix]. **InfoCom LDH** a bien relayé les messages que nous lui avons adressés à plusieurs reprises (une dizaine de fois). Nos **fichiers** « presse » (23), « partis politiques » (33), « élus » (24), « syndicats » (27), « sympathisants » (132), « associations » (51), « CAC » (82), LDH (région et département) (82), régulièrement entretenus, ont permis un relais local important de nos informations et appels divers.

Divers : nous avons mené bien d'autres actions (plus ponctuelles) ou participé à d'autres initiatives : présentation de Films, Cercle de silence, Assogora, 50ème anniversaire fin guerre d'Algérie, projet d'exposition Camus (Stora/Onfray), relations avec beaucoup de « victimes » (personnes appelant « au secours »), première réunion du GT Justice avec le syndicat de la magistrature, relations avec la fédération 13, réunions régionales en vue de reconstituer un comité régional...

Nous avons donc fait beaucoup de choses ; et il y en a beaucoup que nous n'avons pas faites. Pour ne prendre que l'actualité récente nous ne sommes pas intervenus sur « les fusillés pour l'exemple » (11 nov), la Palestine (29 octobre et 17 novembre), pas encore sur le mariage pour tous....

3 – Comment avons-nous fonctionné ?

/ **Entre nous** : nos **réunions de bureau comme de section**, tenues **chaque mois**, ont été régulières : 30 adhérents y ont participé, au moins une fois (mais la participation dépend aussi de la date d'adhésion dans l'année pour les nouveaux) :

De 1 à 3 réunions	De 4 à 6 réunions	Sup à 6 réunions
8	6	16

Nous avons essayé d'avoir toujours un **exposé et un débat « de fond »** (successivement : Les révolutions au Maghreb, Les élections, Comprendre la dette publique, L'interpellation des partis, Après l'élection présidentielle, Le pacte budgétaire, Bilan 1er semestre, Situation politique et posture de la Idh, Le nouveau traité européen). Ce principe a répondu au souci majoritairement exprimé il y a deux ans d'avoir systématiquement un débat et de le placer en début de réunion ; c'est ce qui a été fait et qu'il faut maintenir. **Si la prise de parole reste inégale elle est néanmoins un peu plus diverse ; il nous faut toujours mieux essayer de la solliciter ou de la faciliter ; il est également nécessaire de s'enquérir mieux des questions que peut se poser tel ou tel adhérent.**

La vie du groupe est aussi entretenue par « googlegroups » qui sert bien à la diffusion d'informations entre nous et parfois à la discussion. [Il nous faut acquérir **un peu plus de discipline** : quand on s'adresse à quelqu'un (notamment en réponse) veiller à ce que ce message ne soit pas diffusé à tous si ce n'est pas l'intention.]

Philippe est allé à la **Convention nationale** ainsi qu'à une **journée nationale de formation** des présidents de section et nous en a rendu compte.

Annie, Marianne et Renato sont allés à **l'université d'automne** sur « *la jeunesse : quelle place dans la société ?* » et ils en rendront compte en janvier.

/ **Nos ateliers** : nos ateliers correspondent à la nécessité de mener un **travail collectif sur la durée**. S'ils avaient été bien actifs en 2011 (atelier Internet, atelier Communication, atelier « Pacte », atelier Services publics) cela n'a pas été le cas cette année. Nous avons beaucoup plus fonctionné en petites réunions de travail éphémères destinées à caler une doctrine d'action ou ses modalités concrètes. Il nous faut y réfléchir pour 2013 car il y a des thèmes qui nécessitent continuité et permanence (**l'atelier justice, l'atelier communication...**)

/ **Le partenariat** : il est resté important en raison de la diversité de nos champs d'action et de la nécessité de rassembler des forces; traditionnellement avec ASTI, ATMF, Aix Solidarité, ATTAC...et de façon plus large (avec en plus des organisations politiques) dans les **collectifs** signalés précédemment et s'est traduit par notre participation à **plusieurs initiatives** (Débats sur la dette, sur le Pacte, manifestations en faveur des Roms, réunion de suivi du cercle de silence ...)

/ Notre **vie de section a donc été active, voire intense** ; mais au total le « **militantisme** » reste le fait de peu d'adhérents. Nous l'avons souvent dit : on adhère à la ligue parce qu'on partage ses valeurs, mais on n'est pas obligé de venir aux réunions ni de « prendre une tâche » ; **toutes les adhésions sont respectables et il n'est pas question de rejeter qui que ce soit. Néanmoins, face aux initiatives qu'on souhaiterait prendre il faut toujours se poser ces questions : Comment améliorer le militantisme? Comment développer le sens du travail collectif ? Comment être à la fois réaliste et ambitieux ?**

4 – Combien et qui sommes-nous ?

Les effectifs de la section sont consolidés

/ Il est toujours indispensable d'**accroître notre force militante, nos ressources, notre audience. Comment convaincre chacun d'entre nous d'aller au devant de ses connaissances, de ses voisins de quartier ou de travail et proposer l'adhésion ? Nous sommes fiers des valeurs que nous défendons et conscients qu'elles sont souvent malmenées. Il nous faut être plus audacieux.**

L'an dernier nous avons enregistré **24 adhésions (au 31 octobre)**, et **aucun départ** (par démission ou mutation) nous étions donc 74.

Cette année nous avons recueilli **14 adhésions nouvelles** ; et enregistré **14 départs** : 2 camarades se sont inscrits dans une autre section (Pertuis) et 12 n'ont pas repris leur carte à la section (5 pour désaccord, 2 étudiants « disparus », 5 sans explication). **Nous sommes donc toujours 74.**

/ Qui sont ces **nouveaux** adhérents ? **F= 1, H = 13 (en 2011 c'était 16 femmes et 12 hommes !)** ; **âge moyen = 46 ans**; lieu d'habitation : **Aix = 8, ailleurs = 6** (dont 5 sur la CPA, 1 à Toulouse); **5 retraités, 3 étudiants, 4 cadres, 2 avocats.**

Nous avons commencé à progresser dans les **milieux du droit** puisqu'ont adhéré un magistrat retraité et deux avocats (en plus des deux étudiants de master de droit que nous avons très peu vus).

Qui sommes nous donc ?

40 hommes et 34 femmes ; l'an dernier l'âge moyen était de **59 ans** et il y avait **56 % d'actifs**, dont 19 % d'enseignants, 19 % d'employés, 26 % d'ITC, 26 % de statuts et professions variées ; aucun ouvrier, peu d'adhérents dans le domaine de la santé mais un progrès dans celui du droit.

Entre actifs et retraités **25 % d'enseignants.**

53 habitent à Aix, 18 dans la CPA (et 3 ailleurs) mais la tendance à habiter hors d'Aix s'accroît (cf ci-dessus), ce qui pourrait poser la question de **l'appellation de notre section.**

§§§§§§§

En conclusion, on peut estimer que malgré la stagnation des effectifs notre ldh a été bien présente sur le terrain : actions fortes (élections, Roms, dette publique...) et bonnes retombées de **presse.**

5 – Orientations/Perspectives

Compte tenu du contexte politique national rappelé au début de ce rapport , la posture de la LDH n'est pas simple : sur une « ligne de crête » (pour reprendre l'expression de JP Dubois) elle doit être très empirique : « prendre » tout ce qui est possible et se battre pour modifier le rapport de forces là où les décisions tardent ou ne sont pas favorables aux droits...

Nos orientations découlent de la situation des droits. Nous devons à la fois **choisir** les actions qui correspondent aux enjeux que nous estimons les plus importants, développer notre audience et notre capacité militante. Nous proposons de la faire sur le thème général de **l'égalité des droits**, que propose le comité central, en tenant compte des décisions déjà prises par la section dans la période récente, que nous enrichirons en fonction des évènements et des travaux du Congrès.

Nous proposons de rassembler nos perspectives sous 4 orientations

• Pour l'égalité des droits

- Dire fortement que nous voulons le **droit de vote des étrangers** résidents non communautaires aux élections locales (un numéro des Echos, des tracts ? une votation citoyenne ? une pétition ?)
- Développer les actions en direction des **jeunes** dans les LEP et centres de formation sur le thème de **la citoyenneté** (avec l'Atelier « actions pédagogiques » dédié à cette tâche)

- Se battre pour populariser **l'égalité des droits au mariage** (Echos ? tract ? action avec autres associations dès janvier en prévision du débat parlementaire)
- Contribuer à faire progresser les **droits des femmes**, en particulier dans les **quartiers défavorisés** (une action forte pour le 8 mars ? et un travail en profondeur à Encagnane et au Jas ??)

● « Faire avec » = poursuivre et développer le partenariat

Indépendamment de ce qu'il adviendra de la proposition de réforme des statuts permettant l'adhésion à la ligue des personnes morales nous pourrions rechercher à **multiplier les occasions de partenariat**, en particulier avec celles des associations qui interviennent sur nos thèmes ou champs prioritaires.

- Poursuivre (et adapter si nécessaire) notre participation aux **trois collectifs**
- Poursuivre notre partenariat avec **Attac**
- **Inviter** à nos réunions **d'autres associations**
- Faire plus souvent des **numéros des Echos « co-signés »**

● Nous renforcer, renforcer notre audience

- Après la consolidation de cette année, repartir avec **audace** pour un nouveau bond en avant des adhésions (dans nos cibles prioritaires, mais aussi dans notre voisinage et nos amis)
- Avoir plus constamment à l'esprit le souci de **garder le contact** avec les adhérents que nous ne voyons pas ou peu, d'« intéresser » ceux qui viennent dans nos réunions de section, de mieux utiliser leurs « compétences »
- Concrétiser notre objectif de progresser dans les **milieux du droit** (Université, SAF, SM...)
- Développer notre **travail collectif**, en particulier au sein de **trois ateliers : Communication, Justice, Interventions pédagogiques**
- Se servir des **Echos** pour accroître notre audience et maintenir la **régularité** de sa publication: 6 numéros par an semble un bon rythme
- Maintenir une présence sur les **marchés**, et y diffuser en particulier nos Echos et tracts

● Répondre à l'urgence

- L'urgence n'est pas programmable, elle pourra venir de la situation locale ou nationale ; elle pourra concerner aussi bien les mesures prises ou les rapports de forces que la lutte contre les idées des droites
- L'urgence est aussi celle des **individus-victimes** qui s'adressent à nous.

Rapport adopté à l'unanimité des participants à l'assemblée générale